

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1993/NGO/28
6 septembre 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-cinquième session
Point 8 de l'ordre du jour

LA REALISATION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Exposé écrit présenté par l'association Human Rights Advocates,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
(catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, dont le texte est distribué en application de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[27 août 1993]

LES MFENGOUS :

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES A PROPOS D'UN TRANSFERT DE POPULATION

1. Au nom de l'association Tsitsikamma Exile, l'organisation Human Rights Advocates tient à apporter les renseignements suivants qui viendront compléter ceux qu'elle a fournis dans son précédent rapport concernant le sort des Mfengous d'Afrique du Sud. Ce rapport (E/CN.4/Sub.2/1992/NGO/7) avait été présenté à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, lors de sa quarante-quatrième session.

GE.93-85267 (F)

2. En 1977, les Mfengous ont été chassés de leurs terres dans la région de Tsitsikamma, en Afrique du Sud, et installés dans le Ciskei. Ils engagent depuis lors des actions devant les tribunaux pour recouvrer leurs terres.

3. A la suite de ce déplacement forcé, les Mfengous qui pratiquaient une agriculture de subsistance ont perdu toute autonomie. Les hommes ont dû de ce fait quitter la communauté en quête d'emploi. Cet éclatement de la vie communautaire s'est traduit par une perte de l'identité culturelle des Mfengous.

4. Depuis la quarante-quatrième session de la Sous-Commission, le Gouvernement sud-africain n'a fait aucun effort raisonnable pour répondre aux revendications des Mfengous. Ceux-ci s'efforcent en toute bonne foi d'arriver à un accord avec le gouvernement.

5. Entre janvier et juillet 1993, les Mfengous ont installé 28 familles sur des terres qui jouxtent leurs terres d'origine, à Tsitsikamma. Ils n'ont pu, faute d'argent, ramener dans la région 25 autres familles. Cette mesure provisoire a eu un grand impact psychologique sur cette communauté spoliée.

6. Human Rights Advocates demande instamment au Rapporteur spécial chargé d'étudier la dimension "Droits de l'homme" des transferts de populations, M. Awn Shawkat Al-Khasawneh, de s'intéresser au sort des Mfengous et de 18 communautés d'Afrique du Sud qui ont, elles aussi, été déplacées.
